

GILLES KEPEL

# Le Prophète et la pandémie

DU MOYEN-ORIENT  
AU JIHADISME D'ATMOSPHERE

*Cartes inédites de Fabrice Balanche*

Esprit du Monde  
Gallimard

EXORDE

*L'an 2020 :  
la pandémie, le pétrole et le Prophète*

La Méditerranée et son environnement sont devenus en 2020 la région la plus explosive de la planète. La pandémie de la Covid-19 puis l'effondrement des cours du pétrole ont précipité des bouleversements inédits, portant des coups fatals à l'ordre géopolitique instauré un siècle plus tôt par les traités qui suivirent la Première Guerre mondiale. Ils avaient créé une forme de sécurité favorable à l'Europe, évoluant après 1945 au bénéfice des États-Unis. La VI<sup>e</sup> flotte américaine basée à Naples dans le cadre de l'OTAN assurait la stabilité, en dépit des succès temporairement remportés par l'URSS dans certains pays arabes. Et Washington avait su coopter les pétromonarchies de la péninsule Arabique après la hausse vertigineuse des cours consécutive à la guerre d'octobre 1973, recyclant leurs profits dans l'économie du « monde libre » d'alors et s'efforçant de combiner éthique islamique et esprit du capitalisme.

Pourtant cette date, qui va faire de l'islam politique un enjeu-clef au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, enclenche un processus chaotique sous-jacent dont l'hégémonie occidentale sur la région devient graduellement

la cible. La proclamation de la République islamique en Iran par Khomeyni en 1979 agrège à cette doctrine le tiers-mondisme et l'anti-impérialisme d'antan, et ouvre une faille belligène entre chiisme et sunnisme. Le jihad en Afghanistan contre l'invasion de ce pays par l'Armée rouge, qui commence dans la foulée et bénéficie de l'appui décisif de la CIA, amènera la chute de l'URSS dix ans plus tard, mais aussi la fatwa de l'ayatollah Khomeyni du 14 février 1989 contre le romancier Salman Rushdie pour avoir « blasphémé le Prophète » – dont l'ombre portée se projettera universellement jusqu'à l'automne 2020, avec les assassinats en France liés aux caricatures de *Charlie Hebdo*. La radicalisation jihadiste sunnite se retournera quant à elle contre son parrain américain : al-Qaida puis Daesh en constituent le prolongement. Ces deux organisations porteront le terrorisme au nom d'Allah à New York et Washington d'abord – le 11 septembre 2001 –, puis de Paris à Nice et de Berlin à Londres durant la décennie suivante, jusqu'à l'émergence en 2020 d'une nouvelle phase, le « jihadisme d'atmosphère ».

Les soulèvements à aspiration démocratique dans plusieurs pays arabes au printemps 2011, qui avaient déclenché tant d'enthousiasme, s'avèreront pour la plupart, avec dix ans de recul, un épisode catastrophique, notamment pour les populations de Syrie, du Yémen et de Libye. Elles subissent depuis lors des guerres civiles dévastatrices, dans lesquelles l'ingérence de puissances régionales et internationales prolonge indéfiniment le conflit, devenu otage des stratégies de chacune. Dans ce contexte, une fenêtre de déstabilisation exceptionnelle s'ouvre avec le désengagement américain de la région, enclenché dès la présidence de Barack Obama et affermi par Donald Trump.

Les États-Unis sont à la fois échaudés par les médiocres résultats de leurs interventions armées en Afghanistan depuis 2001 et en Irak à partir de 2003 – au regard du coût humain, électoral et financier de celles-ci – et d’autant moins motivés pour ces sacrifices que, de l’automne 2018 au printemps 2020, ils sont redevenus le premier producteur de pétrole de la planète.

Ce laisser-faire de Washington crée un vide que l’Union européenne, dont huit États sur vingt-sept sont pourtant riverains de la Méditerranée, s’avère incapable de combler, faute de stratégie commune de défense. Plus encore, son aspiration idéale à la promotion de la démocratie se trouve en porte-à-faux avec des enjeux sécuritaires immédiats afin de protéger ses frontières. L’impéritie qui en résulte et les bisbilles entre ses membres sont exploitées par certains régimes autoritaires [CARTE 3] qui menacent de chantage aux flux migratoires clandestins, à l’approvisionnement en gaz, à la manipulation électorale des communautés musulmanes européennes, voire à la diffusion du terrorisme jihadiste sur le sol de l’Union. C’est dans ce contexte géopolitique branlant que fait irruption l’an 2020. Il y connaît au Moyen-Orient les bouleversements inouïs causés par la Covid-19, comme partout dans le monde – mais ils sont portés au paroxysme par l’effondrement simultané des prix du pétrole.

Au premier semestre, la pandémie venue de Wuhan épargne relativement les pays des rives Sud et Est, dont la pyramide des âges a une large base, alors qu’elle multiplie les décès parmi les populations plus âgées de l’Europe, en commençant par deux riverains importants de la Méditerranée, l’Italie, porte d’entrée de la Chine en Europe par la Vénétie et la Lombardie, terminal des « nouvelles routes

de la soie » [CARTE 17], puis l'Espagne, à la suite d'une compétition de football entre Valence et le FC Atalanta (Bergame) le 19 février. Au Moyen-Orient, l'Iran se singularise pour son incidence précoce du virus du fait de ses étroites relations avec la Chine (dont les techniciens et ouvriers sont nombreux sur place) pour tourner les sanctions américaines. Le relais contagieux n'y sera pas pris par le football mais par l'islam : la théocratie au pouvoir répugne à réguler les pèlerinages aux tombeaux des saints du chiisme sur lesquels elle assoit sa légitimité – alors que les foules ferventes qui touchent, lèchent et embrassent les mausolées dans l'attente de la *baraka* divine constituent un facteur de diffusion fulgurante. Ailleurs, en monde sunnite, la moindre présence chinoise et la prophylaxie religieuse rapidement mise en place au vu du contre-exemple iranien, l'interdiction des prières en congrégation, la réduction du *hajj* à La Mecque et Médine fin juillet à un nombre symbolique de participants, conjuguées à la jeunesse de la population, maintiennent le bilan assez bas dans un premier temps. Mais dès l'été, la saturation des structures de santé, l'épuisement des soignants et le trépas de nombre d'entre eux, combinés à la promiscuité pathogène dans les quartiers populaires surpeuplés, contraignent à des mesures de reconfinement qui aggravent crise économique et précarité sociale, tandis que les contaminations s'accroissent exponentiellement [CARTE 4].

Alors que l'impact du virus n'avait pas encore été complètement appréhendé, l'« OPEP + » se réunit le 6 mars à Vienne. Le cartel a ajouté le signe d'addition à son sigle en s'adjoignant la Russie, afin que Riyad et Moscou, deuxième et troisième producteurs mondiaux, puissent lutter de conserve contre l'hégémonie qu'ont retrouvée les États-

Unis sur le marché, avec 15 % des 100 millions de barils produits chaque jour dans le monde contre 12 à 13 % pour ceux-là. Surtout, l'Amérique détermine les prix et a ainsi émoussé l'« arme » du pétrole – même si l'ensemble des exportateurs bénéficient d'un cours assez élevé (le *Brent* se vend 63,65 dollars en janvier 2020), car la rentabilité de l'« huile de schiste » qui compose l'essentiel de la production d'outre-Atlantique en dépend. Le représentant russe annonce à Vienne la décision du Kremlin d'augmenter significativement la production de son pays, afin de faire baisser le baril au-dessous du taux de rentabilité du schiste et donc de ruiner les compagnies qui forent du Texas à l'Alaska, puis de les expulser du marché – pour réduire ultérieurement le pompage une fois que celles-ci seront hors circuit. L'Arabie saoudite est contrainte à suivre le mouvement pour compenser la baisse du prix par une exploitation plus abondante. Le cours chute ainsi de 50 % en mars, tombant à 32,03 dollars, puis cette spirale baissière s'emballe en avril (18,38 dollars) avec la mise à l'arrêt du commerce mondial, des transports, des industries, causée par les mesures de précaution contre la pandémie. Sans préjuger des effets politiques à moyen terme, les conséquences économiques et financières à brève échéance sont catastrophiques pour une région à laquelle la rente des hydrocarbures assurait une grande partie des revenus et procurait sa place singulière dans le système du monde au cours du demi-siècle écoulé depuis la guerre d'octobre 1973. Le baril dévisse jusqu'au taux négatif inouï de – 38,94 dollars le 20 avril 2020, les capacités de stockage mondiales étant saturées. Même si les cours ont remonté et se stabilisent en juin autour d'une quarantaine de dollars, dans l'attente d'une reprise conditionnée

par une seconde vague de contamination et de nouvelles mesures de confinement à l'automne, le manque à gagner pour les pays exportateurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en 2020 est estimé par le FMI en juillet à 270 milliards de dollars. Mais à 40 dollars, le pétrole de schiste américain n'est plus rentable, et les États-Unis vont redevenir importateurs en fin d'année, perdant leur première place mondiale dans la foulée. De ce point de vue, Poutine a réussi son opération – mais à un coût économique et social qui impacte considérablement le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Ainsi, la combinaison de la pandémie et du crash des hydrocarbures affecte spécifiquement la région à la manière d'un cataclysme, la déstabilisant en profondeur et en obérant l'avenir. Elle menace des sociétés civiles que la dégringolade des bénéfices de la rente pétrolière et gazière fragilise d'autant plus que celle-ci avait retardé le développement d'un entrepreneuriat productif, elle affaiblit davantage certains États fragiles et crée des créneaux d'opportunité pour d'autres qui recourent à la provocation militaire et à la surenchère idéologique, et en s'efforçant de rafler la mise en profitant du désarroi, chambardent la zone méditerranéenne tout entière, par-delà le seul Moyen-Orient [CARTE 5].

Illustration emblématique de ce processus déstabilisateur, la Turquie de M. Erdogan pousse son avantage dans pareil contexte pour tenter de reconquérir une hégémonie régionale, réminiscence contemporaine du califat ottoman. On commencera par donner un aperçu de la façon dont elle pactise à cet effet avec une puissance autrefois globale, la Russie qui a retrouvé elle aussi une influence sur les affaires mondiales – grâce à son intervention décisive dans le conflit



syrien – et un État quasi paria, la République islamique d’Iran. Ces trois régimes autoritaires partagent une volonté de revanche face à l’Occident et l’Europe « impérialistes » d’hier et d’aujourd’hui, que nourrit plus encore le rejet viscéral du modèle démocratique libéral dont ces derniers portent les valeurs [CARTE 2].

### LA RÉISLAMISATION DE SAINTE-SOPHIE

Le 24 juillet 2020, Recep Tayyip Erdogan inaugure solennellement la prière du vendredi dans l’antique basilique byzantine Sainte-Sophie, qu’il vient de rendre au culte musulman. Quatre-vingt-cinq ans auparavant, Atatürk avait fait un musée de la mosquée instaurée dans ses murs lors de la conquête turque de Constantinople en 1453, désacralisant le lieu pour « l’offrir à l’humanité ». Ce geste hautement symbolique, par lequel le président Erdogan, lui-même imam de formation, réalise son rêve de jeunesse lorsqu’il étudiait dans un lycée pour prédicateurs, enterrant la laïcité kémaliste et exhumant le califat ottoman, se déroule le jour du 97<sup>e</sup> anniversaire du traité de Lausanne. Celui-ci dessina les frontières de la jeune République après que les armées victorieuses du Gazi Kemal Atatürk eurent défait les puissances européennes qui se partageaient les dépouilles de l’Empire islamique vaincu au terme de la Première Guerre mondiale. Ce sursaut militaire avait permis d’annuler le traité léonin de Sèvres en 1920 qui dépeçait l’Anatolie selon un plan « impérialiste », et dont le centenaire (qui passera inaperçu)

échoit deux semaines plus tard, le 10 août de ce même été 2020.

Les soldats de M. Erdogan ont désormais pris pied en Libye et exercent leur tutelle sur la Tripolitaine. Sa marine prospecte le gaz sous-marin dans les eaux grecques et cypristes, ses forces spéciales et leurs supplétifs occupent une partie du nord de la Syrie et effectuent des incursions dans le Kurdistan irakien. Sa DCA s'est équipée de missiles russes S-400 alors que son pays est toujours membre de l'OTAN. Et il contrôle les deux principales routes des migrations clandestines depuis l'Asie et de l'Afrique vers l'Europe – via la mer Égée et les Balkans d'une part, le littoral libyen de l'autre [CARTE 2]. Pareille alliance du sabre et du turban lui fournit l'occasion d'exprimer ses propres prétentions néo-impériales du XXI<sup>e</sup> siècle au Moyen-Orient et en Méditerranée. Il profite du désengagement de la lointaine Amérique de Donald Trump, entravé par sa gestion calamiteuse de la Covid-19 et fragilisé à l'approche de l'échéance présidentielle du mois de novembre, exploite la pusillanimité de l'Union européenne et les contradictions entre ses membres. Il partage avec la Russie de Vladimir Poutine (et jusqu'à un certain point avec l'Iran de Khomeini) une stratégie d'éviction des Occidentaux de la région – surmontant à cette fin les conflits tactiques qui opposent aujourd'hui comme hier le successeur du tsar moscovite, celui du sultan stambouliote, et l'héritier enturbanné du chah de Perse.

Mais la réaffectation à l'islam de la « mosquée Ayasofia » (*Haghia Sophia* en grec, *i. e.* « Sainte Sagesse ») est aussi un coup de force emblématique pour exercer l'hégémonie de l'islamisme turc sur le sunnisme, qui regroupe quelque 85 % du milliard et demi de musulmans de la

planète. Le président a l'ambition de refaire d'Istanbul la capitale mondiale de la Communauté des croyants, ou *Oumma* – une ressource qu'avait délaissée Atatürk, abolissant le califat en 1924 car il était convaincu alors que la survie de sa nation recréée passerait par une sécularisation autoritaire, rompant avec la superstition rétrograde par l'adoption de l'alphabet latin et la substitution d'un vocabulaire décalqué phonétiquement du français, alors langue universelle de la modernité, aux concepts islamiques arabes structurant la pensée turque : « laïque » y devenait *laik*, « autobus » *otobüs*, et « lycée » *lise*. Rétrospectivement, pareille identification originelle de la laïcité haïe à la culture française, dans le milieu islamiste local, n'est pas sans incidence sur l'anathème que M. Erdogan fulmine obsessionnellement sur son homologue Emmanuel Macron durant cet an 2020...

[...]